

devint dès lors chose de l'État, et Dieu fut banni de l'école : le paganisme triomphait de nouveau, sous le couvert de la neutralité. Avec Napoléon, Dieu et son Église eurent une petite place dans l'école en France, place qui fut plus ou moins large sous la Restauration, la Seconde République et le Second Empire. La Troisième République, reprenant à son compte les principes extrêmes de la Première, bannit de nouveau Dieu de l'école et rendit l'Instruction publique laïque, gratuite et obligatoire : ce fut le règne de l'école sans Dieu, de la morale laïque, de la négation des droits des parents dans le domaine de l'éducation de leurs enfants, en un mot de l'État maître d'école. L'exemple de la France fut néfaste, et le faux principe de l'étatisme absolu en matière scolaire se répandit dans le monde entier.

Un peuple seul échappa au désastre, un seul État maintint dans ses lois scolaires les droits de Dieu et de l'Église et respecta la liberté des parents : ce peuple, c'est le peuple canadien-français ; cet État, c'est la Province de Québec.

Les découvreurs, les fondateurs et les premiers pionniers du Canada apportèrent de la France du dix-septième siècle les idées saines et logiques que douze siècles de christianisme avaient déposées sur le sol fertile de la Gaule. Champlain et de Laval fixèrent dès le berceau de la Nouvelle-France le status religieux du peuple canadien dans sa vie civile et dans son éducation. Leurs successeurs respectèrent ce testament sacré, jusqu'à 1760.

Les nouveaux maîtres du Canada voulurent inoculer au petit peuple cédé et abandonné le virus de la Réforme : à cette fin, ils s'emparèrent de l'école primaire et établirent, malgré le vœu du peuple, l'école neutre, anglicisante, par la création de l'Institution royale. L'enseignement classique restait aux mains du clergé canadien : ce fut le salut. Pendant que nos pères, d'instinct, demeuraient sourds aux appels de l'Institution royale, pour rester fidèles aux traditions catholiques et françaises, les collèges de Québec, Montréal, Nicolet, etc., leur préparaient de vaillants défenseurs. Aussi, lorsqu'en 1792 l'Angleterre accorda aux Canadiens le régime parlementaire, des hommes d'État éminents sortirent de leurs rangs, s'emparèrent de l'arme nouvelle, imposèrent bientôt leur volonté au Pouvoir oligarchique d'alors et conquièrent la liberté de l'enseignement (écoles de Fabriques 1824).

La tourmente de '37-38 fit suspendre la constitution, et, sous l'Union, de nouvelles lois d'éducation furent créées : 1841, 1842. Mais dans ces lois le caractère confessionnel de l'école n'est pas suffisamment défini et l'autonomie de la commission scolaire est peu ou point sauvegardée. De nouveau le principe de l'école confessionnelle fut défendu et la liberté des pères de famille réclamée. La loi de 1846 fixa définitivement le caractère de l'Instruction publique dans le Bas-Canada : école confessionnelle et autonomie des municipalités scolaires, assurant la liberté du père de famille.